

L'Unité populaire progressiste : la clef pour fermer les portes du pouvoir à l'extrême droite

Depuis quatre décennies, l'arrivée de l'extrême droite française au pouvoir est considérée comme une fiction politique.

Qualifiée de force protestataire, bruyante, indésirable, de savantes analyses ont fait croire qu'elle serait par avance condamnée à échouer à la porte du pouvoir d'État.

Successivement faire-valoir et repoussoir, elle a servi aux forces dominantes à construire des alternances au pouvoir sans changement de politique.

C'est précisément cela qui lui a donné de la force. Jeter un œil sur les résultats des élections municipales dit l'essentiel du basculement en cours. En une décennie, le RN/FN avait conquis 14 villes en 2014, puis 16 en 2020. Il dirige 70 communes depuis deux mois et compte près de 3 000 conseillers municipaux. Fait historique ! Cette nouvelle influence locale lui ouvre potentiellement les portes d'un groupe parlementaire au Sénat, alors qu'il dispose déjà du groupe le plus important à l'Assemblée nationale.

Et, une récente étude de la Fondation Jean-Jaurès* indique que 45 % des électeurs déclarent une probabilité de 50 % à voter pour le Rassemblement national lors des prochaines échéances électorales. Autrement dit, dans un contexte où les forces politiques progressistes parlent si peu d'enjeux politiques et des souffrances sociales, tout en laissant les débats se focaliser sur des enjeux identitaires, des indécis ou des abstentionnistes d'hier sont prêts à basculer au nom du «

pourquoi pas eux ». Est ainsi confirmée une donnée trop peu étudiée des élections législatives de 2024 : sur 9,25 millions de suffrages exprimés supplémentaires, le RN/FN gagnait 6 millions de voix. Ces tendances ne sont pas locales puisqu'au sein des plus grandes puissances économiques et militaires européennes, France, Allemagne et Royaume-Uni, l'extrême droite est structurellement en tête des intentions de vote.

Rien donc à voir avec une fiction. Avec « une construction ». Ce sont des faits. Des faits inquiétants. Leur matérialité se mesure déjà par une effrayante ambiance générale : parole raciste décomplexée, attaques contre des journalistes, des magistrats, des syndicalistes, des artistes et créateurs, désignation d'ennemis de l'intérieur, complotisme, contestation de la science et de la réalité des changements climatiques, stigmatisation des pauvres, de la fonction publique, rejet du féminisme et homophobie.

Loin d'être une invention, cette progression est le révélateur de la profonde crise du capitalisme mondialisé. Elle est le symptôme de l'échec de toutes les variantes des politiques néolibérales mises en œuvre par des « alternances politiques » conduisant leur triste et désespérant cortège d'aggravations des inégalités sociales, de hausses des prix quand les salaires sont bloqués, de désindustrialisation et de désertification rurale, de mépris de classe, de conflits et de guerres, d'effondrement écologique. Sur les terreaux stériles du mal-être, de la précarité, des insécurités sociales, sanitaires ou alimentaires, prospèrent les extrêmes droites avec leurs réponses simplistes, identitaires et autoritaires s'adressant à des populations désabusées, fatiguées, dégoûtées des fausses promesses libérales.

La crise financière de 2008, puis la pandémie de COVID-19 et les actuelles guerres en Ukraine et au Moyen-Orient agissent comme de nouveaux accélérateurs de « rupture-basculement » : hausse des prix, stagnation des rémunérations du travail, augmentation des inégalités quand les possédants voient les profits et leurs dividendes gonfler, et la dépendance industrielle et agricole toujours plus forte. L'illusoire promesse selon laquelle « la concurrence libre et non faussée » d'une Europe libérale constituerait un facteur de « mieux-vivre » a été rapidement concassée dans les meules de la barbarie capitaliste.

À force de détruire le tissu de la République et de sa promesse démocratique pour une augmentation sans limite de la rentabilité du capital, **les politiques néolibérales ont détruit du même coup les conditions mêmes du libéralisme.** C'est ainsi que, de loin en loin, ceux qui ont été baptisés « libéraux », soit les partis de droite classique, se muent en « illibéraux » pour préserver les intérêts de classe, au point désormais que la fusion des droites et des extrêmes droites se profile.

Loin d'être une fiction ou d'une opération de propagande de quelques officines réactionnaires pour empêcher l'union des gauches, **il s'agit bien d'une nouvelle tentative de faire perdurer le capitalisme dans les conditions de ce siècle.** Une situation nouvelle partie intégrante de la lutte des classes se crée. Pour ce faire, les droites extrémisées et l'extrême droite ont abandonné le projet de redistribution – même très inégale entre classes sociales – au profit de celles et ceux qui seraient d'ici, à l'opposé des autres, « étrangers » par nature. Ce projet comporte un alignement sur la doxa ultralibérale américaine contre la protection sociale universelle. Avec la

fausse promesse d'augmentation des salaires par l'élimination de la partie du salaire et des profits servant au financement de la sécurité sociale.

C'est ainsi qu'une virulente bataille commune à Retailleau, Bardella et Attal est engagée contre « le salaire brut ». Les discours contre « la mondialisation » cachent une combinaison entre un national-capitalisme et l'ancrage de notre pays au « bloc occidental » sous commandement américain afin de défendre la « civilisation occidentale » contre des dangers externes, particulièrement la Chine.

Les extrêmes droites cultivent le terreau de la défense d'un prétendu mode de vie menacé par des ennemis imaginaires. Or, **c'est la recherche de la rentabilité capitaliste, la surexploitation du travail et la destruction des écosystèmes, les modifications climatiques et le surarmement, notamment nucléaire, qui menacent les modes de vie et la vie tout court.** Les extrêmes droites nient ces destructions afin de prospérer sur un déni généralisé visant à rendre éternel le capitalisme.

Au nom de l'intérêt général, au nom d'une défense efficace du monde du travail et de la création, de la défense de l'environnement, gardons-nous bien de sous-estimer la violence de la bascule possible, y compris en France, si les forces progressistes n'ouvrent pas un espoir aux travailleurs en souffrance, à la jeunesse en quête d'un avenir vivable.

La situation n'a rien de semblable aux élections présidentielles de en 2002, ni à la situation qui prévalait lors des dernières élections législatives, pour plusieurs raisons sur lesquelles il est indispensable de braquer les yeux.

- Les droites et le pouvoir ont acclimaté le pays aux idées et projets de l'extrême droite avec de nouvelles législations, dont les lois séparatisme et immigration, jusqu'à organiser une minute de silence à l'Assemblée nationale pour rendre hommage à un jeune militant tué se réclamant du nazisme. M. Darmanin trouvait Mme Le Pen « trop molle » et la ministre Mme Bergé appelait M. Bardella à retirer ses listes lors des élections municipales, là où des listes de gauche conduites par la France insoumise pouvaient l'emporter.

La campagne traçant un trait d'égalité entre une prétendue « extrême gauche » et une extrême droite bien réelle est mortifère pour tous les démocrates, tous les républicains authentiques, sans exception.

- **Aujourd'hui**, les représentants du grand capital et leurs syndicats – le Medef – travaillent officiellement avec les dirigeants de l'extrême droite et l'organisation de la fusion des droites sous domination du RN/FN est avancée.

- **Aujourd'hui**, les parlementaires d'extrême droite proposent des lois constitutionnelles pour faire appliquer la « priorité nationale ». Orientation totalement contradictoire avec la Déclaration des droits de l'homme de 1789, les constitutions de 1948 et de 1958 qui garantissent le principe d'égalité. Cette modification de la Constitution équivaldrait à un coup de force et signerait l'acte de décès de la République.

- **Aujourd'hui**, la concentration médiatique entre quelques mains doublées des attaques contre l'audiovisuel public créent un nouvel imaginaire où priment la violence du fait divers, la guerre contre les espaces de solidarité, le droit et la culture de paix. On y malaxe les mots pour les détourner de leur sens et invisibiliser le monde du travail, ses luttes et ses espoirs. C'est **aujourd'hui** que le groupe Bolloré fait main

basse sur des segments décisifs de la production informationnelle et culturelle en tentant de mettre au pas journalistes, écrivains, réalisateurs, actrices et acteurs et instillent les idées rances du libertarisme conjuguées à un catholicisme intégriste. .

- **Aujourd'hui**, l'extrême droite française est reliée à une internationale qui dirige plusieurs pays, à commencer par les États-Unis. Avec elle, La France deviendrait une courroie de transmission et servile à la politique trumpiste, soumettant elle-même le monde par la force et la domination des complexes numérique et militaire états-uniens et au renforcement de l'extraterritorialité du droit nord-américain. Cette stratégie est clairement formulée dans le document de stratégie nationale de l'administration américaine.

- Cela se produit dans un contexte d'une grande nouveauté. **Aujourd'hui**, est l'organisation de la mise en dépendance des êtres humains, des organisations et des États aux plateformes numériques qui donne un considérable pouvoir aux monopoles numériques nord-américains. Non seulement la valorisation du capital passe de plus en plus par la captation des flux informationnels, l'appropriation des données personnelles et une mise en dépendance technologique, mais au-delà, le centre de gravité du pouvoir est déplacé dès lors que ces firmes grignotent de plus en plus les prérogatives traditionnelles des États. Ainsi se construit, si on n'y prend garde, une fusion réelle entre l'économie capitaliste et la politique étatique dans les domaines régaliens (fonction publique, sécurité, défense mais aussi possiblement la santé ou l'éducation), jetant les bases de ce que certains appellent le « technofascisme ».

Le péril est à nos portes. Il convient de le conjurer. Et nous avons la particulière responsabilité de le faire au pays de la Révolution française et des Lumières, au pays de la Résistance au nazisme et de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen. Une puissante vague démocratique peut se lever pour empêcher la catastrophe.

Il est possible de barrer la route à cette nouvelle extrême droite. Cela oblige à ouvrir de nouveaux chemins démocratiques jusqu'à donner le pouvoir réel aux citoyens et aux travailleurs sur leur vie, leur travail, les productions, sur l'avenir de leur pays, de la construction européenne et de la planète.

Cela oblige à **prendre l'initiative d'une co-élaboration populaire** d'un processus visant la justice sociale et fiscale, la fin de la précarité et des inégalités, un nouveau type de développement économique pour le développement humain et le progrès environnemental avec un financement solidaire de la protection sociale, et un déploiement de services publics efficaces et démocratisés. La majorité de nos concitoyens qui veulent la conquête réelle de l'égalité entre les femmes et les hommes, le rejet du racisme et de l'antisémitisme, la protection des droits, des acquis et des libertés, une diplomatie climatique et une diplomatie politique pour prévenir les conflits et faire cesser les guerres, construire une nouvelle Europe des travailleurs et des peuples, peuvent se lever et participer à la défense d'un nouveau projet.

Ils doivent en être les maîtres de bout en bout, à partir d'un débat démocratique que les forces de gauche et progressistes devraient animer sans invectives. C'est de la qualité de ce débat que les citoyens feront émerger les candidatures aux élections présidentielle et législatives. Elle en est l'une des principales

conditions de victoire électorale et ainsi empêcher le pire. Ce pire se niche aujourd'hui dans les plis des divisions et le venin de basses polémiques.

Comme à d'autres périodes, mais dans des conditions totalement nouvelles, **l'unité populaire est d'une absolue nécessité pour empêcher l'épouvantable**, dont on ne connaît pas les conditions de réversibilité.

Patrick Le Hyaric

18 mai 2026

**enquête électorale BVA-CESI école d'ingénieurs pour le Cévipof, la fondation Jean Jaurès et le Monde sur 10 000 électrices –électeurs le 13 avril 2026.*

ouvrir crédits photoQuelque 45% des électeurs français déclarent une probabilité d'au moins 50 % de voter pour le RN, selon la Fondation Jean-Jaurès. ©AFP - Gaizka Iroz

Ce n'est certes qu'un sondage, pas un bulletin glissé dans l'urne, mais le chiffre interpelle. Selon une [étude Ouverture dans un nouvel onglet](#) publiée ce vendredi 15 mai par la Fondation Jean-Jaurès, 45 % des Français déclarent envisager de voter pour le Rassemblement national lors des prochaines échéances électorales. Aucune autre formation politique ne peut se prévaloir de telles intentions de vote.

Publicité

C'est le signe que le RN continue de se normaliser, disent les auteurs de cette note, mais c'est aussi le signe que l'électorat évolue. La Fondation distingue quatre grandes familles d'électeurs du RN. D'abord l'électorat historique avec un bloc populaire fragilisé et un bloc bourgeois idéologiquement structuré. Et puis, il y a deux catégories plus récentes, un électorat peu politisé et encore incertain, et une droite radicale en cours de ralliement.

Des divergences sur les sujets socio-économiques chez les électeurs RN

La note met aussi en avant l'hétérogénéité des électeurs avec des profils socio-économiques très différents. S'il y a une convergence sur les sujets d'immigration et de sécurité, il y a en revanche des divergences majeures sur les questions économiques et sociales. *"Quand vous avez une famille qui considère que pour établir la justice sociale il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres, et quand vous avez une autre famille qui en totalité considère l'inverse, c'est quand même compliqué pour un parti de maintenir ces deux opposés"*, juge Antoine Bristielle, directeur de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation Jean-Jaurès et auteur de la note

"Néanmoins, ils arrivent à le faire parce qu'ils ne sont pas contrés par les autres partis sur le terrain du fond", poursuit-il. La recomposition de son électorat complexifie la cohérence programmatique du Rassemblement national et constitue, à la fois, une force et une fragilité d'après cette étude.

À écouter